

COMMENT
LES PAYS
RICHES
SONT DEVENUS
RICHES
POURQUOI
LES PAYS
PAUVRES
RESTENT
PAUVRES

ERIK S. REINERT

COMMENT LES PAYS RICHES SONT DEVENUS RICHES
ET POURQUOI LES PAYS PAUVRES
RESTENT PAUVRES

Titre original : How Rich Countries Got Rich... and Why Poor
Countries Stay Poor

© Constable & Robinson Ltd, 2007

© Éditions du Rocher, 2012

ISBN : 978-2-2680-7290-6

ISBNpdf:978-2-2680-0093-0

ERIK S. REINERT

COMMENT LES PAYS RICHES
SONT DEVENUS RICHES
ET POURQUOI LES PAYS PAUVRES
RESTENT PAUVRES

Traduit de l'anglais par Anna Guèye

Revu, corrigé et annoté par Claude Rochet

Introduction de Claude Rochet



François-Xavier de Guibert
10, rue Mercœur
75011 Paris

Car toute personne qui critique la totalité des systèmes a le devoir de les remplacer par un de ses propres systèmes, contenant des principes assurant plus de réussite de tous les effets, nous allons approfondir notre réflexion afin de satisfaire à ce devoir.

Giambattista Vico,
La Science nouvelle, 1725

PRÉFACE À L'ÉDITION FRANÇAISE

*Vers un Keynésianisme global
et une démondialisation sélective*

Je suis très heureux que cet ouvrage soit accessible en français. Comme il l'est précisé dans le livre, beaucoup de ses idées ont des origines françaises, comme le prototype de stratégie nationale que fut le colbertisme. En vérité, le premier débat clair, parmi toutes les langues, sur le besoin d'une stratégie industrielle nationale est probablement celui lancé par Barthélémy Laffemas *Response aux difficultez proposees* (1597), comportant huit questions et réponses, qui se trouvent en appendice dans quelques exemplaires de son *Reiglement general pour dresser les manufactures en ce royaume, et couper les cours des draps de soye & autres marchandises qui perdent et ruinent l'Estat*. Les principes colbertistes d'édification de la nation au travers de l'établissement de manufactures et de la construction d'infrastructure ont dessiné les grandes lignes de la construction de l'Europe moderne.

Quand les dernières lignes de ce livre furent écrites – durant les derniers jours de 2006 – je formulais trois prédictions dans les dernières pages :

« Tout d'abord, une crise financière majeure est plus que probable, et le keynésianisme doit être réinventé dans un nouveau contexte global. Le « libre-échange » comme pièce maîtresse du présent ordre économique mondial va sans doute retarder la solution aux problèmes à venir de la même manière qu'une croyance obtuse dans l'éta-
lon-or a retardé le keynésianisme dans les années 1930. »

La première partie de cette prédiction s'est avérée juste, l'Occident a connu une crise financière majeure dans le secteur privé en 2008. Comme élément de solution à cette crise, la dette fut prise en charge par les gouvernements respectifs, accélérant la

crise financière qui ne cesse de se propager au moment où ces lignes sont écrites. Cependant, la seconde partie de cette prédiction – concernant la nécessité de réinventer le keynésianisme sur une grande échelle – ne se réalise pas en dépit de quelques discussions préliminaires intervenues en 2008. Ce à quoi nous avons globalement assisté, tant aux Etats-Unis que dans l'Union européenne, est l'opposé du keynésianisme : l'inspiration politique a été de type monétariste – coupure dans les budgets et réduction de la demande – plutôt que de type keynésien de tenter de garder le niveau de la production, de la demande et de l'emploi à niveau. L'Europe et les Etats-Unis sont maintenant en train de mettre en œuvre les mêmes préliminaires des politiques que l'on a connus en 1998 durant la crise asiatique – une répétition renouvée pour la crise actuelle, dont l'Occident n'a absolument rien appris – la réaction spontanée est de détruire l'industrie pour sauver les banques.

Le verdict est toujours pendant pour la *troisième partie* de la prédiction, le besoin d'abolir le libre-échange comme pièce maîtresse de l'ordre économique mondial. L'euro s'est révélé être une nouvelle version de l'étalon-or, interdisant ce que les nations résolvaient auparavant par des ajustements fréquents de taux de change : les pays économiquement « irresponsables » ont traditionnellement été forcés de dévaluer. Cela avait deux effets bénéfiques : a) leurs économies retrouvaient leur compétitivité, et b) la valeur de la dette nationale, généralement libellée en monnaie nationale, était dans le même temps réduite. L'Italie a traditionnellement eu une dette importante, mais en Lires.

À ce jour le « libre-échange » a survécu, et au lieu de « guerres commerciales », nous avons des « guerres monétaires ». Les guerres monétaires, toutefois, provoquent d'intenses activités spéculatives et des gains dans les secteurs financiers, tandis que les dénommées « guerres commerciales » affectent principalement l'emploi et l'économie réelle. La stratégie économique actuelle a déjà causé beaucoup de dommages dans la périphérie de l'Europe. On se focalise sur la Grèce, mais en Lettonie – un autre pays de la périphérie européenne – on parle peu des difficultés économiques. Ce que l'on nomme improprement une « dévaluation interne » a coupé les salaires réels jusqu'à 30 %. Le chômage et le bas niveau

de vie force les gens à quitter le pays, et la population a décliné de 20 %, de 2,38 millions à 1,9 million depuis 2000. Les statistiques démographiques dénotent une ambiance sous extrême stress, les gens cessant d'avoir des enfants. En 1987 naquirent 42 000 bébés laitons, en 2010 seulement 18 000. La Lettonie suit l'enchaînement classique du déclin : 1) désindustrialisation (dans les années 1990), 2) désagriculturation (mort de l'agriculture) et 3) dépopulation.

Une tendance similaire à la désindustrialisation couplée avec une chute des salaires réels a pu être observée dans la périphérie du Tiers-monde, comme le montre la figure 14 de ce livre, en prenant le Pérou comme exemple. Après la chute du mur de Berlin en 1989, les mêmes mécanismes se sont répandus dans le Second monde, l'ex-monde communiste. Le livre traite de l'exemple de la Mongolie, mais le même processus s'est déroulé en Russie – chute des salaires réels et chute de la part des salaires réels dans le PIB. Pour finir, la crise créée par une théorie économique erronée négligeant le rôle important de l'industrie et de la production en général frappe aujourd'hui le Cœur du Premier monde lui-même : aux Etats-Unis et dans l'Union européenne. Les forces destructrices de la révolution néolibérale ont d'abord frappé le Tiers-monde, puis le Second et maintenant le Premier.

La stratégie de l'Irlande, basée sur la technologie et l'innovation, lancée en 1980 est citée en exemple dans ce livre. Son succès a, en vérité, été éclatant. De 1986 à 1996, le taux de croissance irlandais a été plus du double de la moyenne de l'OCDE, 5,1 % annuels contre 2,4 %, et en 1996 le déficit budgétaire était pratiquement de zéro. Puis, malgré tout, l'économie irlandaise s'est embarquée dans une ivresse spéculative, une bulle qui a éclaté, jusqu'à l'erreur majeure du gouvernement irlandais de secourir les deux principales banques, *l'Anglo-Irish Bank* et *l'Irish Nationwide Building Society*. Pour cette raison, le déficit budgétaire irlandais s'est envolé d'un chiffre infime à 32 % du PIB. Aussi mon analyse du succès de la stratégie technologique irlandaise est-elle toujours valable. Cette stratégie a aussi révélé un cas original de « gain de cerveaux » d'émigrés qualifiés revenant pour de bon travailler en Irlande. Aujourd'hui tout est de nouveau cul par-dessus tête, mais pas à cause d'un échec de la

stratégie industrielle, mais du fait de l'entrée de l'Irlande dans la bulle spéculative et de son sauvetage des banques qui auraient dû être autorisées à faire faillite, comme cela s'est passé en Norvège et en Suède il y a quelques années.

À ce point de l'histoire, l'Occident – l'Europe et les Etats-Unis – apparaît bloqué dans les remugles des débats de la guerre froide, des débats rituels et creux entre la « gauche » et la « droite », toutes deux emprisonnées dans le cagibi idéologique de l'économie dominante. Les extrêmes politiques blâment le gouvernement ou les grandes entreprises chacun pour leur manque de dynamisme économique, et le secteur financier est aux commandes tant en Europe qu'aux Etats-Unis. En Occident, la croyance dans le « marché libre » arriva avec un passager clandestin indésirable : le « marché libre » en vint à intégrer le droit pour le secteur financier de créer autant d'argent qu'il en désirait, de prêter de l'argent aux particuliers (p. ex les *sub-primes*) et aux États (p. ex. la Grèce) qui n'y étaient pas éligibles, et d'envoyer la facture des défauts de paiements aux contribuables de l'économie réelle. En d'autres termes, le « marché libre » fut défini comme le droit pour le secteur financier de créer des plans Ponzi¹ avec une garantie implicite de l'économie réelle. De cette manière, le secteur financier, qui en temps normal joue un rôle important dans l'échafaudage de l'économie réelle – comme un « pont dans le temps » selon l'expression de Keynes – devient au contraire un parasite qui se nourrit sur le pouvoir d'achat de l'économie réelle. La Grèce, qui a dû réduire durablement les salaires réels afin de payer les banques, n'est qu'un exemple archétypique de ce parasitisme économique.

1. Du nom du spéculateur Carlo Ponzi qui, aux Etats-Unis avait monté un produit financier à haut rendement sur le principe de la pyramide, les intérêts versés étant payés par les versements des derniers souscripteurs. La même opération a été montée au plus fort de la spéculation du début des années 2000 par Bernard Madoff, qui fut la plus grosse fraude de l'histoire des Etats-Unis. Cette facilité donnée au montage de ces plans Ponzi (*Ponzi Schemes*) a été dénoncée par l'économiste Hyman Minsky pour son impact très négatif sur l'économie réelle. Minsky fut le premier économiste à annoncer, dès le début des années 1990, la crise issue d'une telle liberté laissée au secteur financier (*NdT*).

Un aspect intéressant de la crise financière est qu'à un moment dans l'histoire les crises financières, et le besoin subséquent de contrôler le secteur financier, étaient bien comprises dans tout le spectre politique de la gauche à la droite. Marx – dans le volume 3 du *Capital* – comprend clairement les crises financières, Lénine voit la fin du système capitaliste quand le capital financier devient dominant sur le capital industriel, et – bien qu'ils diffèrent dans leurs préconisations politiques – des auteurs politiquement conservateurs comme Schumpeter et Keynes ont également bien compris les crises. La figure 4 de ce livre montre la différence essentielle entre le *Güterwelt* de Schumpeter – le monde produit par les biens et services – et le *Rechenpfennige* – les unités de compte et les jetons qui peuplent le monde de la finance. Même les économistes de Hitler et de Mussolini comprirent l'importance de faire la différence entre le *Schaffendes Kapital*, le capital qui crée de la valeur, et le *Raffendes Kapital*, celui qui amasse de la richesse sans rien créer. Cette typologie nazie fut tragiquement utilisée non seulement pour dépeindre l'Angleterre comme une ennemie, mais aussi pour fonder la rhétorique meurtrière contre les Juifs. Ironie de l'histoire, on peut affirmer que la plus importante contribution théorique à la compréhension du capital financier a été écrite par un Juif social-démocrate qui fut tué par la Gestapo, Rudolf Hilferding, dans son livre *Das Finanzkapital* (1910).

Il est dès lors extraordinaire que cette compréhension des crises financières se soit perdue pour tout le spectre politique, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite. Cette compréhension s'est perdue quand l'économie néoclassique – basée sur l'économie de Ricardo, sans secteur financier – est devenue la seule option possible. La présente crise européenne est à ce point insurmontable du fait que les idéologies, tant de la gauche que de la droite politique, n'ont pas la compétence pour comprendre ce qui se passe. Ceux qui ont vu la possibilité d'une crise financière ont trouvé un refuge professionnel dans un très petit nombre d'institutions, comme l'Université du Missouri à Kansas City et le *Levy Institute* dans la banlieue de New York. Comme nous le verrons, ce ne sont pas les seules connaissances qui font défaut à l'économie dominante.

Quand l'économie néoclassique – dans la tradition de Quesnay et de Ricardo – a cessé de distinguer entre le secteur financier et l'économie réelle, la profession des économistes a en effet abdiqué l'étude des crises financières. Pas seulement parce que la profession en vint à se focaliser sur le commerce et les variables financières plutôt que sur la production et la technologie. Ces deux défauts théoriques – l'incapacité à comprendre les crises financières et à avoir une théorie réaliste de la technologie et de la production – se combinent pour être intensément destructifs des économies occidentales. La focalisation pragmatique sur le secteur productif qui caractérise la Chine, l'Inde et d'autres pays d'Asie manque maintenant presque totalement en Occident. En Europe et aux Etats-Unis, le secteur financier est devenu «la queue qui remue le chien»², soit la véritable économie.

En partie du fait de la perte d'une théorie pertinente, l'Occident fait maintenant face au double défi décrit plus haut : 1) une crise financière, et 2) une mise à niveau rapide des pays d'Asie qui suivent essentiellement les principes schumpétériens et colbertistes présentés dans ce livre. L'Occident est maintenant hors-jeu dans ce qui était jusqu'alors son propre terrain de jeu. *This used to be us* est le titre approprié d'un livre récent³ sur les défis auxquels font face les Etats-Unis. En 2010, le quotidien *China Daily* – citant Kishore Mahbubani, Doyen à l'Université nationale de Singapour – a résumé en une description décapante, mais à mon avis pertinente, les problèmes de l'Occident :

«Le monde entre dans une ère nouvelle, une ère marquée par deux changements majeurs. Le premier est le commencement de la fin de la domination occidentale – pas la fin de l'Occident, toutefois. La seconde est la «Renaissance» de l'Asie, parce que le ^{xxi}^e siècle sera le siècle des économies de la Chine et de l'Inde.

2. «*The tail wags the dog*» est une expression anglo-américaine qui signifie qu'il y a inversion de relation entre la partie (principale) qui devrait contrôler et la partie (secondaire) qui devrait être contrôlée.

3. Thomas L. Friedman and Michael Mandelbaum, New York, Little, Brown, 2011.

C'est une crise financière européenne parce que les problèmes sont le résultat de l'échec des dirigeants de l'Ouest à comprendre qu'ils font face à une nouvelle compétition. Les esprits occidentaux ne pouvaient imaginer que d'autres sociétés puissent devenir plus performantes que la leur. Les gens aux Etats-Unis et en Europe vivent au-dessus de leurs moyens. Est-ce que la *sagesse occidentale* doit de continuer à emprunter en dépit de déficits croissants ? L'Ouest doit « réapprendre » la sagesse occidentale de la part de l'Est.

Les sociétés d'Asie s'en sortent bien (aujourd'hui) parce qu'elles intègrent les principaux piliers de la sagesse occidentale, y compris le marché, la science, l'éducation et le règne du droit. Les sociétés occidentales s'écartent graduellement de ces piliers.»

Qu'est-ce qui a protégé l'Asie des tracasseries de l'Europe et des Etats-Unis ? Une explication radicale peut être la taille de la Chine et de l'Inde. Ces pays – comme le Brésil – ont connu une inertie idéologique interne, de sorte que le temps que l'idéologie néolibérale y devienne à la mode, son pouvoir destructif était devenu évident. Victime d'une cruelle thérapie de choc, la Russie ne fut pas aussi heureuse et la démocratie arriva avec une réduction des salaires réels de l'ordre de 50 %.

Une autre explication importante de l'exceptionnalisme asiatique semble se situer à l'intersection de la théorie économique et de l'action politique. Quand Schumpeter a écrit la préface de l'édition japonaise de *La théorie du développement économique* en 1937, il souligna un point très important. Bien qu'étant profondément conservateur en tant que personne, Schumpeter tint à souligner pour ses lecteurs japonais la similarité de sa compréhension de la dynamique économique avec celle de Karl Marx. Tous deux recherchaient « la source d'énergie au sein du système économique qui pourrait en elle-même rompre tout état d'équilibre atteint par le système ». Ces forces sont l'entrepreneuriat et le changement technique. Schumpeter souligne aussi que tant Marx que lui-même ont une théorie similaire de l'intérêt. Pour Marx, un stock constant de capital ne produit aucune plus-value, pour Schumpeter, le taux d'intérêt en dessous de l'équilibre parfait serait de zéro.

De toute évidence, la stratégie économique japonaise et des pays de l'Asie de l'Est après la seconde guerre mondiale fut conduite avec un mélange pragmatique inspiré tant de la gauche que de la droite politique, d'intellectuels qui connaissait bien leur Marx et d'hommes d'affaires qui comprenaient la dynamique Schumpétérienne. C'est ce qui a évité aux pays asiatiques de s'engager dans une stratégie « d'un avantage comparatif dans la pauvreté »⁴. Cette stratégie s'est propagée sur la région comme une « stratégie en vol d'oiseaux sauvages » de progrès technologiques séquentiels, ainsi qu'expliqué dans le chapitre 4. Cet heureux mélange de droite et de gauche – de compréhension des dynamiques marxistes et schumpétériennes – a dominé depuis lors le paysage de l'Asie et produit d'excellents résultats. On pourrait également ajouter qu'une source additionnelle de cette manière de penser se trouve chez Sun Yat Sen dans la Chine des années 1920, qui a apparemment survécu à Taiwan. Cela contraste fortement avec les lignes de démarcation erronées aux Etats-Unis et en Europe, actuellement dominés par les confrontations non constructives entre la gauche et la droite. Dès lors, qu'actuellement aussi bien la droite que la gauche politique en Occident se basent sur la conception ricardienne statique du monde, le débat tend à dégénérer en discussions sur la distribution des revenus plutôt que sur le point de savoir comment créer de nouvelles richesses et des emplois. L'échec de Ricardo à inclure le secteur financier comme unité d'analyse est un autre défaut de cette théorie qui s'avère aujourd'hui désastreuse pour l'économie réelle.

L'Occident perd de ce fait sa richesse et son pouvoir, parce que nous nous sommes mis à croire dans la version de propagande de notre propre théorie économique. Cela s'est déjà passé auparavant. En Angleterre, la théorie économique de David Ricardo de 1817 fut l'outil par lequel l'Angleterre tenta de conserver son

4. Allusion à la théorie ricardienne de l'avantage comparatif selon laquelle un pays doit se spécialiser dans ce qu'il sait faire le mieux, ce qui aboutit pour les pays moins développés à se spécialiser dans le sous-développement, analyse qu'Erik Reinert développe tout au long de l'ouvrage» (*NdT*)

monopole quasi total dans l'industrie. Moins de cent ans plus tard, après la première vague de mondialisation, l'agriculture et l'industrie anglaise avaient été sérieusement endommagées par le libre-échange. La même théorie qui avait été créée pour perpétuer le propre intérêt économique de l'Angleterre avait fait boomerang. Avec les Etats-Unis, l'histoire se répète à nouveau. La même théorie ricardienne de l'échange qui fait, à tort, du libre-échange une machine à produire automatiquement de l'harmonie économique a maintenant sérieusement affaibli l'économie des Etats-Unis eux-mêmes. Les salaires réels ont à peine progressé comparés au niveau du début des années 1970. D'une manière quelque peu cruelle, peut-être méritée, la théorie de propagande que l'Occident a utilisée contre ses colonies d'Outre-mer – qu'il n'est pas nécessaire d'industrialiser et d'innover – fait à nouveau boomerang. Par deux fois, la première avec l'Angleterre et maintenant avec les Etats-Unis et l'Europe, la perte de l'hégémonie occidentale survient quand l'Occident lui-même se met à croire dans une théorie économique – comme l'a si bien exprimé un politicien américain dans les années 1820 – qui à l'origine devait être un produit uniquement destiné à l'exportation !

Le nouveau pouvoir économique de la Chine et de l'Asie ouvre de nouveaux dilemmes. Pour en revenir à ma troisième prédiction, la vieille politique des droits de douane est sans doute moins destructrice pour l'économie mondiale que la présente « guerre des monnaies ». Bien que créées pour les mêmes raisons – protéger la production nationale – ces deux types de « guerre par d'autres moyens » ont des effets collatéraux différents. Les droits de douane tendent à accroître la production, à augmenter les salaires, et par là accroître la « part de gâteau » de la nation, tandis que les guerres monétaires provoquent d'énormes gains spéculatifs. Les économistes du courant dominant ne peuvent comprendre que les droits de douane qui ont permis aux autres nations d'imiter les industries anglaises ont augmenté grandement la richesse mondiale, en comparaison de ce qui se serait passé si l'Angleterre avait réussi dans sa stratégie du « gagnant qui prend tout » et de rester la seule nation industrialisée de la planète. Dans le même ordre d'idées, laisser trop d'industries européennes

migrer en Asie serait en pratique une autre stratégie du « gagnant qui prend tout », cette fois en défaveur de l'Occident.

Ce qui a amené l'Occident dans le présent état de confusion et de désordre, c'est la théorie économique dominante qui a renoncé à étudier les aspects clés de la dynamique du capitalisme, y compris la dynamique de la technologie et des crises financières. L'incapacité à comprendre cette dynamique conduit à la « tyrannie des bonnes intentions » qui produit bien souvent des désastres. Au lieu de développer l'Afrique par l'industrialisation – comme cela en était le projet après la seconde guerre mondiale – l'aide bien intentionnée a transporté le continent du colonialisme traditionnel au « colonialisme du bien-être ». L'incapacité à comprendre ce que sont les principes économiques fondamentaux a permis aux politiciens européens de créer une « Europe unie » dont les fondations ne devraient pas pouvoir faire face aux lois normales de la gravité économique. La noble intention d'inclure les pays périphériques de l'Union européenne – comme la Grèce – dans la monnaie unique, est devenue un véritable cauchemar pour les Grecs. Dans chacune de ces situations, les nobles intentions au sein d'un cadre simpliste d'économie néoclassique ont créé des désastres.

La même malheureuse combinaison de nobles intentions et le manque de compréhension de la dynamique économique du monde réel hantent également la politique technologique européenne. Ayant participé à un projet pour le *Institute for Prospective Policy Study* (IPTPS) ma conclusion, dans le rapport 2006 de l'IPTS fut que la politique technologique de l'UE n'était qu'une liste de ménagère de bonnes intentions, qui – du fait que l'analyse s'inscrive dans le cadre néoclassique – n'avait aucune prise sur la réelle dynamique du capitalisme mondiale :

« Dans les 42 points des conclusions du Conseil européen sur le Pacte de stabilité et de croissance et la stratégie de Lisbonne des 22 et 23 mars 2005, les problèmes sous-jacents de la situation présente en Europe ne sont pas soulevés. La stratégie de Lisbonne est en fait superposée sur un cadre économique néoclassique dominant depuis les années 1990, où le marché est un grand égalisateur et créateur d'ordre et d'harmonie économique. Dans de nombreux endroits à la périphérie du monde il est de plus en plus clair que la mondialisation

crée plus de pauvreté, pas moins. Il est assez évident que de telles tendances – illustrées par l’Allemagne de l’Est – se manifestent dans l’UE. D’après moi, le débat devrait se poursuivre en se basant sur l’analyse de ce qui a mal marché dans le passé, et il devrait s’éloigner de la tradition néoclassique de discuter des politiques indépendamment de leur contexte. Une politique peut être excellente dans un ensemble de circonstances, mais contreproductive dans un autre. Je plaide pour rappeler la tradition qui a créé le capitalisme rhénan : une société où le marché est un outil plutôt qu’un but en lui-même, et où la science économique est définie comme l’étude de l’économie comme objet réel dans un contexte spécifique et non pas en termes d’adoption d’un paquet d’hypothèses centrales et d’outils»⁵

Tant en termes de dynamique *financière* que *technologique* l’Union européenne a vécu dans un conte de fées simpliste d’économie néoclassique. Beaucoup de problèmes étaient évidents depuis longtemps, et les questions propres à l’Union européenne ont été couvertes en détail par deux articles conjoints avec mon collègue Rainer Kattel. Le premier article, de 2004, tirait le signal d’alarme d’une «latinaméricanisation» rampante de l’Europe⁶, et fut suivi par un article de 2006 et publié en 2007, soutenant que l’élargissement brutal de l’Union européenne vers une Europe de l’Est désindustrialisée pourrait équivaloir à un suicide économique⁷.

5. Reinert, Erik S., ‘European Integration, Innovations and Uneven Economic Growth: Challenges and Problems of EU 2005’, Paper prepared for FISTERA (Foresight on Information Society Technologies in the European Research Area), in Compañó, R, C. Pascu, A. Bianchi, J-C. Burgelman, S. Barrios, M. Ulbrich, I. Maghiros (eds), *The Future of the Information Society in Europe: Contributions to the debate*, Seville, Spain, European Commission, Directorate General Joint Research Centre. Institute for Prospective Technological Studies (IPTs), p. 129.

6. Reinert, Erik S. & Rainer Kattel, ‘The Qualitative Shift in European Integration: Towards Permanent Wage Pressures and a ‘Latin-Americanization’ of Europe?’, Praxis Working Paper no. 17, Praxis Foundation, Estonia. http://www.praxis.ee/data/WP_17_2004.pdf

7. Reinert, Erik S. & Rainer Kattel, ‘European Eastern Enlargement as Europe’s Attempted Economic Suicide?’, *Working Paper No. 14, The Other Canon Foundation – Tallinn University of Technology Working Paper Series*, 2007. http://tg.deca.ee/eng/working_papers/

Il y a des parallèles puissants, de ce fait, entre les échecs dans la politique financière et monétaire et dans la politique technologique : extraites de mon chapitre, écrit pour l'unité de recherche de l'Union européenne, ces deux discussions apparaissent comme « une longue liste de bonnes intentions qui – c'est implicitement supposé – mènent nécessairement vers le succès ». Sous chacun de ces aspects – dans la crise financière et en termes de détérioration de la capacité d'emploi de ses populations dans des emplois bien payés (ce que l'on entend généralement par « compétitivité ») – l'Europe a foncé dans un mur. En parallèle, les décennies d'obsession sur les « limites à la croissance⁸ » se sont transformées pour beaucoup d'Européens en « limites à l'innovation », au point de se muer parfois en une sorte d'enthousiasme pour la régression technologique. Quoi qu'il en soit, ce que nous mesurons par le PIB et la croissance est relativement arbitraire. Si l'énergie propre qui se substituera dans le futur au pétrole est au début plus chère que son prédécesseur sale, nettoyer la planète va nécessairement être compté comme de la croissance. Les « limites à la croissance » furent conçues dans un cadre où la croissance signifiait « plus de la même chose » - plus d'émissions de véhicules à propulsion thermique et plus de réfrigérateurs avec la même technologie ancienne – plutôt que de voir aussi les innovations comme de la croissance. Si nous sommes contre la croissance nous serons aussi de ce fait contre les innovations dont nous avons besoin pour trouver des solutions aux crises de l'environnement et de l'énergie.

La situation appelle de nouvelles approches qui sont en fait des anciennes approches. Les nouveaux défis appellent un nouveau *Zeitgeist*⁹, et je ne trouve pas de meilleure introduction à ce que devrait être le nouveau *Zeitgeist* de l'Occident que l'article fondateur de Keynes, *De l'autosuffisance nationale*, écrit en

8. Allusion au rapport du Club de Rome « *Limits to Growth* » de 1972, d'inspiration fortement malthusienne.

9. *Zeitgeist*, l'esprit du temps, définit l'atmosphère culturelle d'une époque. Pour Schumpeter, la sociologie du *zeitgeist* à laquelle il se réfère traite de la culture, des manières de penser, et des systèmes de valeurs d'une époque, à partir de la perspective des classes sociales (*NdT*)

1933¹⁰. Comme aujourd'hui, 1933 fut un temps de réveil brutal, et la situation requiert un *Zeitgeist* reconnaissant la nécessité de la démondialisation : les biens doivent être, dans une large mesure, fabriqués au pays et la finance doit avoir un caractère plus national. Cela ne veut pas dire, bien évidemment, l'autarcie stricte ou l'autosuffisance, mais cela veut dire revenir à ce qui fut le modèle de développement qui prédomina de 1945 jusque vers 1973 : des visions selon lesquelles la prospérité requiert que les activités industrielles et les secteurs de services avancés soient équitablement répartis entre toutes les nations.

L'article de Keynes emmène de manière didactique le lecteur vers le changement nécessaire dans le *Zeitgeist* – le changement de Gestalt – qui s'est enclenché en 1933 et dans lequel l'Occident doit à nouveau s'engouffrer. Keynes tout d'abord nous introduit au raisonnement nécessaire pour libérer l'esprit de la croyance que le libre-échange est une affaire de « loi morale » :

« Comme la plupart des Anglais, j'ai été élevé dans le respect du libre-échange, considéré non seulement comme une doctrine économique qu'aucune personne rationnelle et instruite ne saurait mettre en doute, mais presque comme une composante de la morale. Je considérais les entorses à ce principe comme stupides et scandaleuses. Je pensais que les inébranlables convictions de l'Angleterre en matière de libre-échange, maintenues depuis près d'un siècle, expliquaient sa suprématie économique devant les hommes et sa justification devant Dieu. En 1923, j'écrivais encore que le libre-échange s'appuyait sur des « vérités » fondamentales qui, énoncées avec les réserves d'usage, ne pouvaient être contestées par quiconque comprend le sens des mots. »

Keynes nous donne des arguments puissants pour la démondialisation et pourquoi la mondialisation est allée trop loin : les idées doivent voyager librement, mais les biens doivent dans une plus large mesure qu'aujourd'hui être fabriqués au pays et la finance doit être avant tout nationale :

« Mais on voit à l'expérience que le fait que le propriétaire soit éloigné de la gestion est préjudiciable aux relations entre les hommes, et que

10. Une traduction française est parue dans *LEconomie politique* de juin-août 2006. Je reprends ici la traduction de Marc Mousli (NdT).

cela provoque tôt ou tard des tensions et des inimitiés qui finissent par réduire à néant les calculs financiers.

«Je me sens donc plus proche de ceux qui souhaitent diminuer l'imbrication des économies nationales que de ceux qui voudraient l'accroître. Les idées, le savoir, la science, l'hospitalité, le voyage, doivent par nature être internationaux. Mais produisons chez nous chaque fois que c'est raisonnablement et pratiquement possible, et surtout faisons en sorte que la finance soit nationale. Cependant, il faudra que ceux qui souhaitent dégager un pays de ses liens le fassent avec prudence et sans précipitation. Il ne s'agit pas d'arracher la plante avec ses racines, mais de l'habituer progressivement à pousser dans une direction différente.

Pour toutes ces raisons, j'ai donc tendance à penser qu'après une période de transition, un degré plus élevé d'autosuffisance nationale et une plus grande indépendance économique entre les nations que celle que nous avons connue en 1914 peuvent servir la cause de la paix, plutôt que l'inverse. De toute façon, l'internationalisme économique n'a pas réussi à éviter la guerre, et si ses défenseurs répondent qu'il n'a pas vraiment eu sa chance, son succès ayant toujours été incomplet, on peut raisonnablement avancer qu'une réussite plus achevée est fort improbable dans les années qui viennent.»

Le libre-échange global n'a pas tenu ses promesses de paix globale, bien que cela fût un temps l'argument clé pour le libre-échange. Le contexte d'aujourd'hui est de toute évidence différent de celui de 1933, mais mon argument est que dès lors que les mêmes types de forces économiques sont à l'œuvre aujourd'hui – bien que dans un contexte différent – la solution au problème réside dans les mêmes recommandations de Keynes. Quand je suggère que c'est la direction à prendre, ces recommandations ne doivent pas être suivies à la lettre. Nous devons garder à l'esprit que les politiques suggérées ici par Keynes – PAS de croyance religieuse dans le libre-échange – devinrent les fondations des politiques qui ont produit une croissance économique sans précédent dans le monde jusqu'à la moitié des années 1970.

Sans écarter un possible biais compte tenu que son auteur est mon fils, un livre récent¹¹ montre, de mon point de vue de manière convaincante, que la croissance économique européenne

11. Reinert, Sophus A, *Translating Empire – Emulation and the Origins of Political Economy*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 2011.

au cours des siècles a toujours été basée sur le principe de l'émulation plutôt que sur le principe du libre-échange, suggérant ainsi que l'histoire de la pensée économique sur ce sujet a besoin de réécriture.

Keynes ensuite traite de ce que nous appellerions aujourd'hui les enjeux environnementaux :

«Le capitalisme international et néanmoins individualiste, décadent mais dominant depuis la fin de la guerre, n'est pas une réussite. Il n'est ni intelligent, ni beau, ni juste, ni vertueux, et il ne tient pas ses promesses. En bref, nous ne l'aimons pas et nous commençons à le mépriser. Mais quand nous nous demandons par quoi le remplacer, nous sommes extrêmement perplexes.

(...)

«La même règle de calcul financier, autodestructrice, régit chaque moment de la vie. Nous détruisons la beauté de la campagne parce que les splendeurs d'une nature qui n'appartient à personne n'ont aucune valeur économique. Nous sommes capables d'éteindre le soleil et les étoiles parce qu'ils ne rapportent aucun dividende. Londres est l'une des villes les plus riches de l'histoire de la civilisation, mais elle ne «peut pas se permettre» les réalisations les plus ambitieuses dont sont capables ses habitants, parce qu'elles ne sont «pas rentables».

La route devant nous est aujourd'hui mieux tracée qu'en 1933, quand l'économie planifiée était une option possible. Cependant, comme point de départ nous devons toujours nous défaire de ce que Keynes appelait «les oripeaux obsolètes que chacun traîne même après avoir changé ses conceptions centrales». Une notion obsolète clé est que toutes les activités économiques devraient être regardées comme qualitativement identiques, comme cela est implicite dans la théorie ricardienne. Dès lors que les activités économiques en réalité diffèrent quant à leur capacité à créer de la richesse – ce que ce livre tente d'expliquer – une stratégie pour maximiser le revenu réel et le bien-être du monde requiert des politiques très différentes des stratégies actuelles qui maximisent plutôt le commerce international.

Un nouveau cours en faveur d'un nouvel ordre économique de type colbertiste pourrait dès lors, selon moi, être également profitable aux nations qui à première vue semblent y perdre. Comme je l'ai écrit dans la préface à l'édition chinoise de ce livre :

« Cela peut apparaître à première vue illogique, mais au vu de la baisse des salaires et des taux d'emploi dans les pays européens et aux Etats-Unis, il peut être en pratique dans l'intérêt à long terme de la Chine de permettre un certain protectionnisme de la part de ces pays. Protéger des parties du système industriel des Etats-Unis et de l'Europe pourrait sauvegarder la taille future des marchés chinois d'outremer. »

Les effets dévastateurs de la crise actuelle sont le résultat direct de la perte globale d'une tradition basée sur une compréhension qualitative de l'économie – de l'économie comme *Erfahrungswissenschaft*, une science de l'expérience – basée sur la compréhension de l'histoire plutôt que sur les mathématiques. Dans cette tradition continentale – de Marx à gauche à Joseph Schumpeter à droite –, les crises financières sont un trait normal du capitalisme. Parce que cette théorie comprend également une compréhension du rôle de la technologie, ce type de théorie explique aussi le développement irrégulier. Mon espoir est que ce genre de théorie économique basée sur l'expérience – selon la tradition qui inspire ce livre – retrouve droit de cité en Europe. C'est à notre tour, non de critiquer, mais de faire des investissements de la Chine dans les nouvelles technologies et l'infrastructure une source d'émulation.

Nous faisons face à un quadruple défi : une crise financière, une crise de l'énergie, une crise environnementale et une crise de l'emploi. Il y a aussi une sérieuse crise de déséquilibre entre le cœur et la périphérie de l'Union européenne. Soit les pays non compétitifs de la périphérie s'engagent en fin de compte dans des politiques économiques colbertistes – y compris un éclatement de l'euro – ou un grand nombre d'habitants de ces pays vont immigrer dans les pays du cœur. Mais l'immigration des Grecs en Allemagne est une solution qui n'est désirée ni par les Grecs ni par les Allemands. Il y a d'importantes leçons à tirer en Europe de la manière dont les Argentins sont sortis de la crise il y a une décennie, le défaut de paiement et la flexibilité du taux de change étant deux importants composants.

Le capital doit être canalisé de la spéculation financière vers l'emploi de ressources humaines inutilisées pour résoudre les crises environnementales et énergétiques. Les combustibles

fossiles polluants ont à peu près autant de chance d'être la dernière source d'énergie de l'humanité que le furent les chevaux, mais quand s'approche la fin de l'ère dominée par le pétrole, nous sommes confrontés à une même incertitude que lors de la fin des charrettes à traction hippomobile. Les années 1890 virent des prototypes de voitures à vapeur et de voitures électriques, mais la solution vint d'un *outsider*, de Karl Friedrich Benz et du moteur à explosion. Nous faisons face aujourd'hui à des incertitudes technologiques similaires et donc nous avons besoin de financer plusieurs possibilités de solution. Si l'inflation est un instrument nécessaire pour étouffer la domination du secteur financier, qu'il en soit ainsi. La crise financière des années 1970 – habituellement appelée « choc pétrolier » – fut également résolue en partie par l'inflation.

Aujourd'hui la théorie économique a perdu de vue les caractéristiques essentielles qui ont fait le succès de la civilisation occidentale, celles de la Renaissance et des Lumières. Le cœur de la Renaissance était *über-Schumpétérien*: le *magna facere*¹², qui a créé les grandes innovations dans les arts et dans la production de presque tout, de l'armement aux canaux d'irrigation, était un mode de pensée qui allait bien au-delà de la recherche du profit. Ce qui en vint à caractériser l'économie occidentale fut que ces entreprises ne s'arrêtaient pas quand leur propriétaire avait gagné assez d'argent pour nourrir sa famille. Le *magna facere* de la Renaissance allait bien au-delà de la cupidité. Tandis que l'on a pu observer dans des sociétés traditionnelles des courbes à rebroussement¹³ du nombre d'heures de travail – plus le salaire

12. Le « *magna facere* » est une expression latine employée par Thomas d'Aquin dans la Somme Théologique pour expliquer la magnificence du grand oeuvre qui est l'expression suprême de la vertu, la religion d'action étant préférable à la religion dogmatique (*NdT*).

13. Traduction de *Backward bending curve*: dans l'hypothèse néoclassique les loisirs sont un bien comme un autre et le travailleur est un calculateur rationnel. Quand les salaires augmentent, l'offre de travail augmente, mais au-delà d'un certain seuil dit « effet de revenu » l'offre de travail diminue pour un achat de loisir. Il y a donc « effet de substitution » du loisir au travail.

horaire s'élève, moins il y a d'heures travaillées – le *magna facere* comprend aussi l'entrepreneuriat avec le fameux « briseur de routine » schumpétérien comme but en soi en sus de la recherche du profit. Comme décrit dans ce livre, dès les années 1200 la richesse de Florence était vue comme un *ben commune*, un bien commun résultant des synergies qui était en lui-même un objet d'analyse.

La Florence de la Renaissance avait également compris le besoin de se prévenir contre la spéculation. Les villes de la Renaissance étaient parvenues à créer ce que John Kenneth Galbraith a appelé un équilibre des pouvoirs antagonistes. Le gouvernement de Florence – la *signoria* – était constitué de neuf membres, représentant les différentes professions, et seulement un le secteur financier. Les villes de la Renaissance faisaient également tourner les administrateurs élus pour prévenir la corruption, et Florence mettait un soin particulier à cultiver sa culture urbaine – d'industrie et de commerce – en tenant les fabricants de matière première, les grands propriétaires terriens à l'écart de tout pouvoir politique. Dans le monde actuel, nous voyons combien l'absence d'un secteur industriel est constitutive d'un ordre non-démocratique, même si les matières premières sont ici un produit aussi indispensable que le pétrole.

Deux figures clés des Lumières ont aussi disparu de la science économique actuelle : la capacité à concevoir des systèmes de classification comme Linné¹⁴ le fit, et à comprendre les limites qui doivent être posées à la cupidité individuelle. Comme je le soutiens dans ce livre, une caractéristique essentielle de l'économie dominante est son incapacité à opérer des distinctions qualitatives entre les activités économiques. La précision apparente de l'économie néoclassique est une conséquence directe de son échec à établir des distinctions qualitatives. La précision de la théorie se fait au prix de sa non-pertinence. Nous pouvons tous

14. Carl Von Linné, 1707-1778, a établi un système rigoureux de classification des végétaux et des animaux pour structurer la masse d'informations descriptives accumulées. Son système est encore utilisé aujourd'hui et permet que « dans l'extrême confusion apparente des choses, se découvre l'ordre souverain de la nature. » (*Systema naturae*, 1766-1767) (NdT).